



Si vous avez des questions ou des commentaires, contactez nous DLCKivu@lycos.com, au bureau de l'AIP à Bunia, Quartier Lumumba, Boulevard de la Libération N°53 derrière la Tribune Municipale, Tel : +243810078446, +254722472016

INTRODUCTION

Comme au cours des mois précédents, la période de Novembre a été marquée par une situation sécuritaire relativement calme dans le district de l'Ituri. Les processus de négociations entre le gouvernement et les différentes milices armées se sont poursuivis normalement. Quant aux situations politique, sociale, économique et culturelle, elles ont évolué de façon satisfaisante, à savoir la compilation et la proclamation des résultats provisoires des élections présidentielles du second tour et la proclamation du Président élu de la République Démocratique du Congo. En outre, dans le registre des élections provinciales, elles se sont concrétisées par la proclamation provisoire et définitive des députés provinciaux. Durant cette même période un nouveau responsable de la région militaire a été nommé à la tête des opérations des FARDC en Ituri. Des manifestations publiques ont été organisées à Bunia par les organisations locales, nationales et internationales. Parallèlement, on signale également plusieurs cas de tracasseries militaires à l'encontre de la population dans les villages du district.

Indicateurs de conflit

◆ Les tracasseries militaires persistent dans les villages périphériques du Chef-Lieu de Bunia

Selon les informations reçues de la part des populations civiles habitant les localités sous contrôle des éléments des FARDC basés dans la Collectivité Chefferie des Walendu Bindi, plus précisément dans le Groupement de Baviba (plus ou moins 35 à 45 Km sud de Bunia), localités Songolo, Sukpa, Medu, Zimbira, Chekele, Kamatsi-kidogo, Singo et autres, les militaires de la 4^e Brigade et 6^e Brigade continuent à exploiter illégalement les champs de manioc, bananes appartenant aux populations locales. Malgré toutes les réclamations faites par les victimes auprès des autorités politico-administratives et militaires sur la série des pillages des champs et leurs accessoires, les réponses sont loin d'être satisfaisantes. Le gouvernement devrait se pencher sérieusement sur la question de la prise en charge des militaires des FARDC et leur famille afin d'éviter que ces derniers puissent continuer à vivre sur le dos des habitants.

◆ Les derniers Affrontements opposant les éléments des FARDC et la FRPI à (AUVA ???)

En date du samedi, le 18 novembre 2006, un incident est survenu entre les éléments des FARDC basés dans la localité de Auva et les miliciens de la force des résistances patriotiques de l'Ituri (FRPI). Le bilan fut de quatre miliciens tués et cinq armes légères récupérées. La localité d'Auva se situe dans le groupement de BOLOMA, à plus ou moins 8 Km d'OLONGBA où se trouve l'Etat major du bataillon de la 4^e Brigade des FARDC.

Notons que, depuis les derniers affrontements ayant opposé les mêmes groupes armés en date du 07 octobre 2006 dans la localité de Kamatsi-Kidogo, chaque faction armée gardait sa position initiale. Contacté à l'occasion de la mission de processus de négociation avec le Commandant des opérations des FARDC en Ituri à Bunia le 24 novembre 2006, le Ministre Chargé des Affaires politique et Défense de la FRPI a signifié à AIP que le dernier incident

d'affrontement entre la FRPI et les FARDC n'avait pas une base valable. Selon lui, les militaires des FARDC ont quitté leur position initiale pour lancer des attaques contre les miliciens de la FRPI. Cet incident était d'autant plus inattendu parce que au même moment les cadres militaires et politiques de la FRPI se trouvaient à AVEBA pour une rencontre de négociation avec la délégation du Gouvernement de la RD. Congo et de la Communauté internationale dirigée par le Vice- Ministre de Défense, politique et sécurité accompagné du Directeur de la MONUC/Ituri, d'un Général Français, et d'autres membres des institutions gouvernementales. Il est à signaler cependant que, depuis ces quelques incidents, un calme relatif s'est rétabli.

◆ **Les rumeurs d'infiltration des éléments UPDF sur le territoire congolais**

Plusieurs sources ont confirmé au cours du mois d'octobre la présence des forces ougandaises sur l'étendue du territoire de Mahagi et Irumu. Selon Delphin WAYISALE journaliste de la Radio Digital, basée en Ituri, les troupes ougandaises seraient dans le territoire de Mahagi et sur la frontière entre l'Ouganda et la localité de Bursi dans le Territoire d'Irumu. Toutefois, selon Petronile Waweka le Commissaire de District de l'Ituri à la Radio, il n'y aurait pas de présence des troupes ougandaises sur l'étendue du territoire de l'Ituri, mais plutôt a-t-elle dénoncé l'infiltration des sujets Ougandais qui s'adonnent à l'exploitation illégale des bois et des ressources naturelles en collaboration avec les groupes armés. Ces genres d'information sont de nature à maintenir la psychose au sein de la population. Le gouvernement doit également s'atteler à la protection du territoire national afin que les frontières ne soient pas comme une passoire permettant les allées et venues des personnes à leur guise.

◆ **Des cas d'éliminations sommaires des personnes civiles**

Selon le communiqué de presse N°04 /2006 adressé par l'organisation des droits de l'homme « Justice -Plus » du 03 octobre 2006, des civils ont été pris en otage par les FARDC dans la Collectivité chefferie des Walendu -Bindi, en Territoire d'Irumu, District de l'Ituri, située à environ 40 km au sud de Bunia.

En effet, le 11 août 2006, vingt personnes, parmi elles plusieurs femmes, avaient été arrêtées sans motif par une section des militaires des FARDC basés dans la localité d'Olongba. Ces personnes sortaient du camp des déplacés de Gety pour aller chercher des vivres dans la localité d'Avegi, au pied de Mont OMI. Parmi elles, une personne nommée MATESO MOTU aurait été abattue sur place car elle voulait se soustraire par la fuite.

De plus, le 17 septembre 2006, toujours dans la même collectivité chefferie des Walendu Bindi, précisément dans la localité de SORODO, un groupe de neuf personnes dont quatre femmes et deux fillettes ont été capturées par les militaires des FARDC qui les auraient amenées dans la localité d'Olongba. Pour tous ces cas, les familles des victimes sont restées sans nouvelles des leurs. Toute démarche auprès des commandants militaires dans la région pour la libération de ces personnes est demeurée sans suite. Dans la correspondance du chef de la chefferie des Walendu Bindi qui a saisi les autorités civiles et militaires, mais aucune suite n'y a été réservée.¹ Contacté sur ces faits, le Commandant des opérations des FARDC en Ituri, le Général NSIYONA a nié tous les faits.

Mais selon la Section des droits de l'Homme de la MONUC, trois fosses communes ont été découvertes dans la localité d'Olongba, groupement Baviba, en Collectivité chefferie des Walendu Bindi, plus ou moins à 40 km au sud de Bunia.² Ces découvertes ont eu lieu grâce

¹ portant référence N°321/2460/014/CWB/2006 du 25 septembre 2006.

² le communiqué de presse de la Section des droits de l'Homme de la MONUC /Ituri en date du 23 novembre 2006

aux enquêtes conduites par la division des droits de l'homme et l'auditorat militaire de la garnison de Bunia dans la localité de Baviba. Selon les informations concordantes, le nombre total des victimes est environ de 30 personnes parmi lesquelles on compte aussi les femmes et les enfants. Des témoins mettent en cause les éléments de la 1^{ère} Brigade intégrée des FARDC basés dans cette localité. En conséquence, deux Officiers seraient déjà aux arrêts pour leur rôle et responsabilité présumés. L'affaire est en cours d'instruction à l'auditorat militaire de l'Ituri à Bunia.

Indicateurs de Paix

▶ Le rapprochement des communautés

- ◆ La cohabitation pacifique entre les différentes populations en conflit en Ituri se concrétise davantage par le retour de certains déplacés dans leur village d'origine et les marchés sont désormais accessibles par toutes les ethnies confondues dans les Territoires de Djugu et Irumu.
- ◆ La liberté de circulation des personnes et leurs biens est plus ou moins garantie dans les localités des tribus en conflit dans les Territoires de Djugu et Irumu, car aucun incident des tueries et assassinats n'a été enregistré sur les routes en Ituri.

▶ Action de la société civile pour l'édification de la paix.

- Un séminaire de pacification organisé par le Pasteur Evangéliste BARAKA de la 39^e Communauté Emmanuel de BENI

Durant le mois de novembre dernier, le ministère de prière dirigé par le Pasteur Evangéliste BARAKA INDUZO, responsable de la 39^e Communauté Emmanuel de Beni a organisé un séminaire de sensibilisation et de pacification spirituel à l'intention des démobilisés originaires des communautés Lendu-Hema et des responsables religieux de deux communautés en conflit ces dernières années. Cette séance a eu lieu dans les localités de SHARI, KASENYI et GETY en Territoire d'Irumu. Notons que, les localités de Shari et Kasenyi sont habitées en majorité par les sujets Hema et, où les miliciens de PUSIC avaient leur Quartier Général. Ce séminaire a connu la participation des démobilisés de deux ethnies qui furent actifs au sein des différentes milices armées : FRPI, UPC, FNI et FRPI.

A Gety, le Chef de Secteur des Bahema-sud accompagné de six membres de la communauté Hema, convaincu de l'enseignement donné à Kasenyi, a eu le courage d'aller participer durant une semaine au séminaire évangélique et de réconciliation entre les communautés Hema-Lendu. Au cours de cette assise, les deux Chefs de deux Collectivités (Bahema-sud et Walendu-Bindi) ont eu la chance de s'exprimer librement sur la pacification, pour la première fois depuis la guerre interethnique de l'Ituri, devant la population sinistrée de la Chefferie des Walendu-Bindi. Pour être concret, le Chef du Secteur des Bahema-sud a pris du temps de passer son séjour d'une semaine dans la maison de son collègue.³

- Forum sur le Rôle de la Femme dans la Prévention, la Gestion et la Résolution des Conflits en Ituri

Durant la période du 13 au 14 novembre 2006, il a été organisé un atelier de formation à l'intention des femmes de l'Ituri. Ce forum a été organisé par Le Forum des Mamans de

³ (Information reçue du Pasteur Evangéliste BARAKA, 39^e C.E. Beni).

l'Ituri, en sigle FOMI, en collaboration avec AIP. Ce séminaire a été financé principalement par le PNUD et a réuni environ 200 femmes représentant 90 Associations des femmes de l'Ituri dans la salle de conférence de la Paroisse Francophone CECA-20 de Bunia . Ledit séminaire a traité du thème « Rôle de la femme dans la prévention, la gestion et la résolution pacifique des conflits » et fut animé par Mme Brigitte MAPENDO (ONG AIP).

Ce Séminaire fut un moment pour les femmes de l' Ituri d' examiner les action qu' elles peuvent entreprendre pour consolider la paix et œuvrer au rapprochement des communauté hier en conflit et au rétablissement des relations.

► **Le Processus de négociation entre le Gouvernement de la RD Congo et les groupes armés de l'Ituri**

Le contenu de différents accords signés entre les groupes armés de l'Ituri depuis les derniers mois se concrétisent dabs une lenteur, a terme tres prejuciable. Cela s'explique d'une part par les dispositions prises par les groupes armés d'attendre le résultat de l'annonce officielle du Président de la République par la Cour Suprême de Justice, et d'autre part, par la lenteur dont fait preuve le gouvernement de la RDC dans le suivi de la mise en application des accords. Etant donné que la proclamation des résultats provisoires de Candidat Président de la République élu s'est passée en date du mercredi 15 novembre 2006 par la Commission Electorale Indépendante, la délégation du gouvernement de la RDC dirigée par le Vice- Ministre de Défense, un Général Français et trois Officiers Militaires est descendue sur Bunia un jour avant cette date pour démarrer le processus de négociation avec les groupes armés.

• **Le processus de négociation entre le Gouvernement et le MRC**

En date du jeudi, le 16 novembre 2006, la délégation gouvernementale s'est rendue dans la localité de KAMBUTSO rencontrer le Commandant du Mouvement révolutionnaire du Congolais, M. NGUDJOLO et ses cadres politico-militaires. Lors de cette rencontre, il a promis aux représentants du gouvernement et de la Communauté internationale qu'une partie de ses éléments militaires pourront rejoindre le centre de brassage à Rwampara en date du 04 décembre 2006. Pour être concret, un jour après, il est descendu à Bunia dans le but de présenter ses civilités au nouveau Commandant des opérations des FARDC en Ituri, le Général MAYALA et s'entretenir avec lui sur l'évolution des négociation. En outre, il a profité de cette occasion pour s'adresser par la voix des ondes à la population de l'Ituri. Dans son message, il a signifié au peuple de l'Ituri que le moment est à la paix et que lui et ses hommes ont choisi de s'intégrer au sein des FARDC. Cette visite de Colonel M. Ngudjolo à Bunia fut pour la population de l'Ituri un signe positif à imputer au processus des négociations en cours.

Il a organisé par la suite, un congrès de trois jours du 25 au 27 novembre dans la localité de Kambutso pour scinder le mouvement en branche politique et armée. Plusieurs autorités politico- administratives, militaires, les notabilités des tribus Hema-Lendu ont été invitées.

De ce congrès, les résolutions prises ont été les suivantes :

- en date du 4 décembre 2006, 200 éléments du MRC vont descendre sur le centre de brassage de Rwampara avec 185 armes ;
- La branche militaire sera désormais séparée des cadres politiques ;
- le MRC devra se convertir à un parti politique et un nouveau comité des dirigeants a été élu et la Présidence a été confié à Mr. NGABU Justin et le Secrétariat à Mr. MBUNA Dieudonné.
- Le nouveau comité devra diriger prochainement la branche politique du MRC.

Notons que, le Commandant NGUDJOLO a été nommé au grade de Colonel et seulement quatre de ses officiers ont eu le grade de Lieutenant Colonel tandis que les autres continuent à attendre leur nomination. Il convient de signaler que le port des grades par les miliciens ne réjouit pas les anciens militaires des FARDC qui, gardent encore le grade inférieur par rapport aux miliciens.

- **La négociation entre le Gouvernement et le Colonel Peter KARIM**

Le processus de négociation entre le gouvernement et le FNI évolue en dents de scie. Ceci s'explique par une réserve constatée de la part du chef du FNI. Le lendemain de la rencontre du 17 novembre 2006 avec le colonel M Ngudjolo la délégation du gouvernement de la RDC, les membres de la communauté internationale s'est rendue dans la localité de Dhoy, collectivité secteur des Walendu Pitsi en Territoire de Djugu pour rencontrer le Colonel Peter KARIM et ses cadres. Ils ont consenti d'envoyer le premier groupe d'éléments au centre de brassage de Kpandroma en date du lundi 27 novembre 2006. Cependant ils ne se sont pas exécutés et seraient au contraire en train d'attendre d'obtenir l'amnistie avant de quitter la brousse. Nous estimons que le procès de Thomas Lubanga, est un message fort sur l'éventualité des poursuites judiciaires à cause de l'enrôlement des enfants.

- **La position du Colonel MATATA COBRA(FRPI) vis-à-vis du Gouvernement de la RDC**

Le gouvernement a déjà commencé des pourparlers pour les négociations avec le groupe de Cobra Matata. Contrairement aux autres groupes armés, la FRPI après plusieurs discussions ont fini par signer un accord de paix le 28 novembre 2006. Les membres de la délégation du gouvernement et de la communauté internationale dirigés par le Commandant d'opération des FARDC en Ituri accompagné du Directeur de la MONUC/Ituri se sont rendus sur Aveba pour rencontrer le Colonel COBRA MATATA. De cette rencontre est sortie la signature d'un accord. Selon le Colonel COBRA, cet accord met un terme aux différends entre lui et le gouvernement de la RDC. Il a promis de faire sortir le premier groupe de ses éléments pour le brassage au centre de Rwampara en date du 11 décembre 2006.

Suite aux principes de négociation définis dans l'accord, le Président de la FRPI (Mr. MUHITO AKOBI et un cadre militaire (Commandant DARK) se sont rendus à Bunia en date du mercredi 29 novembre 2006 pour s'entretenir avec le Vice-Ministre de la Défense et sa suite.

En revanche, le Commandant MATATA COBRA de la FRPI avait obtenu le grade de Colonel par le Président de la République au mois de janvier 2005.

Le Procès des Généraux Arrêtés à Kinshasa

Des sources officieuses, c'est le 30 novembre 2006 que la première audience a débuté devant la Haute Cour d'ordre militaire de Kinshasa contre les généraux et les cadres politiques des groupes armés de l'Ituri. Rappelons que ces prévenus ont été arrêtés à Kinshasa au mois de février 2005 à l'hôtel Intercontinental alors qu'ils étaient invités et nommés par le chef de l'Etat au grade des généraux. Il s'agit notamment du Général Germain KATANGA (ancien Chef d'Etat Major de la FRPI), le Général NGUDHA (ancien chef d'Etat Major du FNI), Mr. NDJABU (Président du FNI), Mr. IRIBI MBODINA PITCHOU (ancien Ministre de Défense du FNI), le Commandant KOLIBA (Commandant du FNI), les commandants KUNG -FU, Gorille, MASASI tous du FNI et d'autres cadres militaires et politiques de l'UPC et PUSIC. Jusqu'à ce jour, aucune prévention n'est connue à leur charge ??? Strange formulation....

- **La Réaction de la Population de l'Ituri vis-à-vis du Résultat de l'élection Présidentielle (2^e tour)**

Comme prévu par le programme de la Commission Electorale Indépendante (CEI), les élections présidentielles au 2^e tour et provinciales ont eu lieu en date du 29 octobre 2006. Il fallait attendre vingt jours pour la proclamation provisoire des résultats sur l'élection présidentielle par la CEI. La publication des résultats est intervenue le 15 novembre 2006 proclamant le président sortant Joseph Kabila élu Président de la république.

Le résultat définitif a été prononcé par la cour suprême le 27 novembre 2006 vers 19 heures locales confirmant le résultat provisoire après avoir examiné le recours en annulation des résultats introduit par le candidat du MLC qui ont juges non fondés..

En Ituri en général et dans la Cité de Bunia en particulier, la population a accueilli ce résultat avec satisfaction, estimant que le pays va maintenant commencer une nouvelle période où il faut se focaliser sur les efforts vers la reconstruction du pays.

CONCLUSION

En général, le processus de négociation entre les groupes armés et le gouvernement de la RDC semble produire des résultats de façon progressive. Pour le peuple de l'Ituri la sortie officielle des groupes armés pour le brassage est un bon signe pour la paix durable et effective en Ituri. Le peuple de l'Ituri attend la restauration totale de l'autorité de l'Etat sur toute l'étendue du territoire de l'Ituri.

RECOMMANDATIONS

- ◆ Que toutes les parties aux accords de paix signés en Ituri respectent les dispositions des clauses ;
- ◆ Que le gouvernement de la RDC accélère concrètement l'exécution des résolutions prises avec les groupes armés de l'Ituri ;
- ◆ Que les autorités militaires des FARDC établissent la discipline et l'ordre au sein des éléments se trouvant dans les localités périphériques.

ITURI UPDATE

OCTOBRE 2006

Si vous avez des questions ou des commentaires, contactez nous DLCKivu@lycos.com, au bureau de l'AIP à Bunia, Quartier Lumumba, Boulevard de la Libération N°53 derrière la Tribune Municipale, Tel : +243810078446, +254722472016

INTRODUCTION

Le territoire du District de l'Ituri a été marqué par une atmosphère plus ou moins calme et de sécurité tout au long du mois d'octobre. Ceci est dû aux interventions de différents services de l'ordre existant en Ituri et au respect de l'application des clauses des accords signés entre le Gouvernement de la RD Congo et les groupes armés oeuvrant en Ituri représentés par les Commandants Peter KARIM (FNI), NGUDJOLO Mathieu (MRC) dans le Territoire de Djugu et MATATA COBRA (FRPI) dans le Territoire d'Irumu. Mais, il est à signaler que cette accalmie a été troublée par des combats sérieux qui ont opposé les forces gouvernementales appuyées par les

forces Onusiennes aux miliciens de la FRPI le 07 octobre 2006 dans la localité de Kamatsi Kidogo en Collectivité Chefferie des Walendu Bindi.

Durant la même période, les Ituriens ont vécu la période des élections provinciales et présidentielles de second tour comme dans tous les recoins de la RD Congo.

De ce qui précède, en général, il a été constaté que plusieurs situations politiques, sociales, judiciaires et humanitaires ont eu à se poursuivre en Ituri, notamment le processus électoral concrétisé par les élections provinciales d'une part et présidentielle du second tour d'autre part. Le programme de la réinsertion des ex-combattants s'est poursuivi et quelques assistances humanitaires ont été accordées aux déplacés dans les différents sites de Territoire d'Irumu.

INDICATEURS DE CONFLIT

► Les affrontements entre Milices et FARDC

- ◆ Le 07 octobre 2006, les éléments de la FRPI ont lancé une offensive importante contre les différentes positions des FARDC de la 6ème Brigade basées sur le Mont AWI, appelé « Monde Arabe ». Notons que ladite offensive était précédée d'une annonce faite par le groupe de Colonel COBRA MATATA aux FARDC stipulant qu'ils les attaqueraient en date du samedi 07 octobre 2006. Selon plusieurs sources, plus de dix miliciens furent tués dans cette opération notamment les trois Commandants : MUKIRO alias YUDA, Soleil et Moise OUDO. Rappelons que le Commandant YUDA qui était commandant du bataillon « Simba » fut promu au grade de Lieutenant-Colonel en 2005 par le Chef de l'Etat. Il se rendit immédiatement, à Kinshasa où il fut arrêté à l'hôtel Inter Continental de Kinshasa sur mandat d'arrêt lancé par le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de l'Ituri. Il fut transféré à la prison centrale de Bunia pour être jugé devant le Tribunal de Grande Instance de l'Ituri. Malheureusement, le tribunal de Grande Instance se retrouva incompetent à cause de sa qualité de militaire. Le tribunal militaire de garnison de Bunia fut aussi incompetent car avec son grade de Lieutenant-colonel, il ne pouvait pas être jugé par un juge ayant un grade inférieur au sien. Il fut déféré à l'auditorat militaire de la Cour d'ordre militaire de Kisangani où il s'évada de la prison pour rejoindre le FRPI à Tcheyi.

Le commandant Soleil, quant à lui, est un sujet Hema, ancien Officier de PUSIC, devint membre du FRPI à l'occasion de la coalition de différents groupes armés pour constituer le Mouvement Révolutionnaire Congolais (MRC). Moise Oudo était un ancien combattant de la FRPI et est décédé en fonction de Commandant de Compagnie.

◆ Meurtres des paisibles citoyens

Dans les Groupements de LAHUDJO et LADHODJO, en Collectivité Secteur des Walendu Pitsi, Territoire de Djugu, un jeune homme a été arrêté, torturé et tué pour avoir refusé d'exécuter un travail forcé de « salongo » prévu par les militaires de la 6^e Brigade des FARDC. La population Lendu a réagi négativement à cela, car croyant que cet événement était monté par les sujets Hema en complicité avec les militaires des FARDC. Ils ont alors arrêté deux jeunes gens d'origine Hema qu'il ont tabassés et tués. Les deux victimes issues d'une même famille étaient âgées de 14 ans et 18 ans. La tension qui s'en est suivie fut calmée grâce aux diverses interventions de Chef de la Collectivité secteur des Walendu Tatsi, de celui de la chefferie des Bahema du

Nord et de l'Administrateur de Territoire de Djugu. En cette période de Paix précaire ce genre d'incident peut faire basculer la situation sécuritaire au demeurant fragile.

◆ **L'insécurité sur les routes**

L'insécurité règne sur les axes routiers en Ituri. Depuis un certain temps des hommes en armées non-identifiés surgissent et attaquent les usagers de la route sur les axes Bunia-Kasenyi, Bunia-Komanda et Bunia-Medu. Plusieurs incidents de pillages et meurtres ont été enregistrés sur ces différents tronçons. Pour remédier à cette situation, le Commandant de la 6e Brigade des FARDC a positionné ses éléments sur les axes routiers entre les localités de Kotoni et Bogoro sur la route Bunia - Kasenyi. Cependant il convient de signaler des rançonnements de la population et des tracasseries perpétrées par les FARDC contre ceux qui ne sont pas en possession de leurs cartes d'électeur.

▶ **Rumeurs d'infiltration des troupes étrangères dans le Territoire de MAHAGI**

- ◆ Selon plusieurs sources concordantes à Mahagi, on signale la présence des troupes ougandaises tout au long de la frontière commune de l'Ouganda avec la RDC au Nord Est au niveau du Territoire de Mahagi,. On fait état également de la présence d'hommes en armes dans la localité de NDJEGU, en Collectivité des Hangale à l'Est du Territoire de Mahagi(près de Mahagi-port). Cette situation cause une psychose au sein de la population. L'insécurité règne dans le territoire de Mahagi si bien que les pêcheurs ne peuvent plus vaquer à leurs occupations car les militaires ougandais seraient entrain de patrouiller sur les bords du lac Albert pendant la nuit.

◆ **La gestion des milices armées et les relations au sein des FARDC**

Le 05 novembre 2006, le Colonel Peter KARIM, Commandant de FNI, basé dans le Nord du Territoire de Djugu a organisé une rencontre communautaire avec les commerçants Lendu basés au Centre Commercial de Kpandroma. Le Centre commercial de Kpandroma est celui situé au sud de Mahagi à environ 140 km au Nord-Est de Bunia. L'objet de la rencontre fut de demander aux commerçants de lui venir en aide en lui octroyant des vivres pour les combattants placés sous son commandement. Le commandant FARDC en place à Kpandroma que nous a , au cointraire, affirme n'avoir pas été mis au courant et n'a pas apprécié la démarche de Peter Karim. L'expérience a montré jusqu' à ce jour qu'une grande méfiance entre les miliciens et les FARDC. Un petit incident d'incompréhension peut dégénéré. Dans un cas comme celui ci la bonne circulation de l'information peut aider à éviter beaucoup des désagréments.

Le gouvernement congolais a élevé certains miliciens au grade de colonel. Tel est le cas de Peter Karim et Mathieu NGUDJOLO qui ont été promus Colonels. La nomination ces deux officiers pose problème si le sort des leurs hommes n'est pas clarifié. N'oublions pas que le gouvernement Congolais avait en son temps nommé certains chefs de guerre qui se rendirent à Kinshasa et furent immédiatement remplacé par leurs lieutenants pour devenir chefs de guerre à leur tour.

La question de milices devrait être réglée de façon intégrale car il semble clair que les engagements des chefs de guerre lors des négociations n'engagent pas souvent les hommes des troupes. Il faudrait que le sort des un et des autres soit clarifié pour une bonne résolution de la question des groupes armés.

Les perturbations du processus démocratique dues à la présence des groupes armés et aux agissements des FARDC

La présence des miliciens de la FRPI n'a pas permis aux candidats de circuler librement pendant la période de la campagne. Ils craignaient la tracasserie des miliciens opérant à l'intérieur du Territoire. L'axe Aveba-Bukiringi n'a pas été accessible aux candidats députés provinciaux à cause de la présence brusque des miliciens dans la localité d'OZOBA, groupement Boloma dans la Collectivité Chefferie des Walendu Bindi. Suite à cette déplorable situation, les véhicules des organismes humanitaires ne peuvent pas se rendre dans ce secteur craignant les tracasseries des miliciens.

Lors des élections, AIP a constaté que certains militaires des FARDC ont affiché des tendances pro-Kabila et d'autres, en retour, réagissaient pro-J.P. Bemba le Vice-Président. La conséquence est que, dans certains coins de l'Ituri, les électeurs ont eu du mal à aller voter à cause des tracasseries militaires des FARDC notamment, en Territoire de Djugu, précisément sur l'axe Pliton-Mongbwalu et aux localités environnantes du centre NIZI. Les militaires ont érigé des barrières et exigé des passants une somme allant de 100 à 200 Francs Congolais pour les laisser passer.

À FATAKI, un incident majeur est survenu, provoqué par un élément des FARDC causant la perte en vies humaines. Deux agents de la Commission Electorale Indépendante, respectivement enseignant de l'école primaire et Directrice d'une école primaire ont été froidement abattus dans la nuit du 29 octobre 2006. Le coupable, militaire de la 6^e Brigade des FARDC répondant au nom d'Innocent Mamale, était stationné au centre pour la garde du bureau de vote.

Informée de la situation tragique, la population s'est soulevée et a saccagé environ 45 bureaux de vote sur 85 qui se trouvaient à Fataki. Le commissariat de district et l'auditorat militaire de Bunia ont dépêché une délégation sur le lieu. La délégation de l'auditorat a procédé à l'enquête et au jugement du prévenu sur place où l'incident avait eu lieu. Le coupable a été renvoyé de l'armée et condamné à la peine capitale. Les raisons de cet acte n'ont pas été élucidées. Il a plaidé coupable mais n'a pas su comment justifier la cause de son action. La Communauté internationale (MONUC) et la CEI se sont réorganisées pour que les bureaux de vote détruits soient rouverts le 1^{er} novembre 2006. Le vote a eu lieu mais, le nombre des électeurs ayant voté était moins élevé par rapport au chiffre initial.

Il y a eu également des troubles à Aveba dans la Collectivité Chefferie des Walendu Bindi en Territoire d'Irumu. Les FARDC ont battu certains électeurs et huit d'entre eux ont été gravement blessés et se retrouvent actuellement hospitalisés chez les Médecins sans frontières de Bunia et d'autres prennent des soins au Centre de Santé de Référence à Aveba.

Les militaires ont refusé aux personnes venant de Tcheyi de passer pour aller voter à Aveba. Ces derniers n'auraient pas suivi l'itinéraire qui leur avait été désigné par les FARDC pour aller à Aveba. Toute personne n'ayant pas suivi cet itinéraire, a tout simplement été arrêté et tabassé par les militaires ; enfin la route fut barrée ne permettant pas aux personnes de se rendre sur les lieux de vote. La conséquence est que plusieurs électeurs en provenance de Bukiringi, Kamatsi Kidogo, Tcheyi estimé à environ 10 000 personnes n'ont pas pu voter.

INDICATEURS DE PAIX

► La cohabitation pacifique

- ◆ La cohabitation pacifique entre les différentes populations hier en conflit en Ituri se concrétise de plus en plus par le retour de certains déplacés dans leur village ou quartier d'origine. Nous pouvons citer les cas de quelques familles des Lendu et Hema qui ont regagné leurs maisons dans les quartiers jadis sous contrôle des groupes armés dans la Cité de Bunia. Tels sont les cas des quartiers Rwambuzi, Mudjipela, Lembabo, Ngezi, Lumumba,...où les Lendu ne pouvaient pas mettre le pied et d'autres quartiers de Bankoko, Yambi-yaya où les sujets Hema n'avaient aucun accès.
- ◆ En plus, les marchés sont fréquentés par toutes les tribus confondues dans les Territoires de Djugu et Irumu. C'est le cas notamment les marchés de Iga Barrière, Fataki, Nizi, Kobu, Larghu ,...en Territoire de Djugu et les marchés de Kasenyi, Boga, Bogoro,... en Territoire d'Irumu.
- ◆ Les ressortissants des différentes communautés peuvent actuellement circuler dans les différents Territoires de Djugu et Irumu jadis en conflit ouvert.

Le retour des déplacés de la Collectivité Chefferie des Walendu Bindi

- ◆ Au début du mois d'octobre, on a enregistré un retour massif des déplacés des sites de Komanda, Bunia, Kotoni, Sona et Luna dans la Collectivité des Walendu Bindi. Pour certains, l'accalmie qui a régné dans la Collectivité a baissé la tension et la colère des militaires des FARDC. Cela a garanti une bonne circulation routière sur l'axe Bunia –Bogoro-kagaba-Gety-Aveba et Bukiringi et cela explique le retour massif de la population dans les localités de NOMBE, Kagaba, Soki, Medu, Songolo, Bukiringi, Kaguma et Aveba. Les localités inhabitées par la population sont inaccessibles et les déplacés connaissent de graves difficultés pour récolter les produits de leur champs qui dans l'entre temps continuent à être récoltés par les FARDC. La volonté de retour est forte si bien que certains déplacés nous ont affirmé avoir profité de l'occasion des élections présidentielle et provinciales pour quitter la localité de Tcheyi sous contrôle des miliciens.

▶ La période de la Campagne présidentielle et provinciale

- ◆ Cette période a été couverte de plusieurs manifestations publiques et privées conformes à la loi tels que les meetings publics, les conférences, les caravanes motorisées, les affiches publiques et les consultations privées. Aucun incident majeur n'a été enregistré sur toute l'étendue du District de l'Ituri. Les candidats députés provinciaux se sont comportés conformément aux textes légaux et aux réalités socio-politiques de l'Ituri. En général, les élections se sont déroulées telles que prévues par la CEI.

▶ Justice en Ituri

- ◆ Au cours du mois d'octobre dernier, la Cour d'ordre militaire de Kisangani en chambre foraine en District de l'Ituri a instruit et jugé en appel l'affaire Capitaine Blaise. Rappelons que le Capitaine Blaise était le Commandant de la 3e Compagnie de 41^e Bataillon de la 4^e Brigade des FARDC basé sur le Mont AWI dans la Collectivité Chefferie des Walendu Bindi en Territoire d'Irumu. Il était poursuivi pour les crimes de guerre, crimes contre l'humanité et le pillage ; il avait donné l'ordre à ses militaires subalternes de tuer cinq élèves pris en otage pour le transport des biens pillés dans la localité de Chekele en octobre 2005. Le samedi 04 novembre 2006, la Cour d'ordre militaire en chambre foraine à Bunia l'a condamné à une peine de 20 ans de servitude pénale principale, renvoyé des Forces armées et payer ensemble avec la RD Congo (représentée par l'Avocat du Gouverneur de la Province Orientale) les

dommages- intérêts de 265 mille USD aux familles des victimes. Notons que c'est le premier jugement en RDC à être rendu sous le statut de Rome. La bonne justice fait preuve de l'effort de lutte contre l'impunité pour l'instauration d'un Etat de droit.

LA DEMARCHE DE PETER KARIM

L'initiative du chef milicien Peter Karim de se rapprocher des commerçants est un fait positif qui montre un recul face à la violence et au pillage. Son ouverture face au gouvernement pourrait laisser présager une issue favorable à la situation sécuritaire dans la territoire de Djugu. En plus, selon les résultats des sondages AIP conduits auprès des Notables Lendu qui sont en contact avec lui, le commandant Peter KARIM continuerait à garder une position favorable au gouvernement **???What is this ???** et attend de mettre en application les dispositions des clauses des accords signés dans la localité de DHOY lors de la cérémonie de la libération de cinq casques bleus népalais de la MONUC. Les démarches entreprises par le gouvernement sont louables. Il devrait aussi s'étendre au Commandant Cobra de FRPI qui reste récalcitrant.

► Organisation et le Fonctionnement des FARDC en Ituri

- ◆ La fin du mois d'octobre 2006 a été marquée aussi par la mutation du Commandant des opérations des forces terrestres des FARDC, le Général MBUYAMA NSIONA, au Bas Congo. Il a dirigé les FARDC en Ituri pendant quatre mois et y a laissé un bilan plus ou moins positif, bien qu'il n'ait pu maîtriser tous les problèmes des éléments des FARDC opérant à l'intérieur de l'Ituri. Il a à son actif le fait de s'être rapproché des communautés de base pour analyser et discuter en commun accord les problèmes locaux ce qui a induit a une accalmie et l'amélioration de la sécurité à l'intérieur des villages malgré les poches de résistance des groupes armés qui existent encore dans la brousse. Il est nécessaire de toujours collaborer avec la population au lieu de la prendre en ennemis comme ce fut remarqué au début du déploiement des FARDC en Ituri
- ◆ En outre, le 10 octobre 2006, 4.367 militaires de la 13^e Brigade des FARDC brassés au camp de NYALEKE, Territoire de BENI au Nord-Kivu ont été déployés en Ituri en remplacement des éléments de 811^e Bataillon des FARDC. Ces derniers ont été envoyés en opération en Ituri alors qu'ils n'étaient pas encore passés par le centre de brassage. C'est une pratique qui viole les principes de la réunification de l'armée nationale. C'est un fait positif de pouvoir corriger cela. Ils sont attendus aussi pour le brassage au centre de formation à NYALEKE (Radio Okapi).

► Les Négociations avec les Groupes armés en Ituri

- ◆ Depuis le mois de juillet 2006, les groupes armés de l'Ituri ont signé plusieurs accords avec le Gouvernement de la RDC. Il s'agit de FNI dirigé par le Commandant Peter KARIM UDHAGA et de MRC de Commandant NGUDJOLO Mathieu en Territoires de Djugu et de la FRPI du Commandant MATATA COBRA en Territoire d'Irumu. Notons que les précédents avaient signé plusieurs accords de l'intégration des FARDC sans passer par le processus de la

CONADER tandis que le Commandant COBRA a seulement signé l'accord de cessez-le-feu et cela pour permettre aux élections de se dérouler sans incident sur le territoire sous son contrôle.

LES DIFFERENTS ACTEURS

La Conader

- ◆ Au mois d'octobre, la CONADER a débuté un partenariat avec des organisations telles que Agence Adventiste d'Aide et du Développement International, en sigle « ADRA », CARITAS et FAO pour l'encadrement des ex-combattants. ADRA a commencé à encadrer mille jeunes dans le projet de réinsertion en Territoire d'Aru dont 930 ex-combattants et 70 non ex-combattants. La CARITAS, quant à elle, pourra commencer à encadrer aussi vers la mi-novembre 1000 ex-combattants dans le projet de réinsertion en Territoires de Djugu et Irumu. La FAO doit encadrer prochainement 1500 démobilisés en District de l'Ituri. Pour tous ces projets de réinsertion, la CONADER sera chargée du suivi des activités.
- ◆ La CONADER estime à environ 28.000 le nombre des ex-combattants candidats à la réinsertion soit 20.000 adultes et 8.000 enfants. Faisant application aux accords signés avec le Gouvernement de la RDC sur l'amnistie et le cessez-le-feu au mois de juin dernier, le Commandant Peter KARIM de FNI a déjà livré à la CONADER plus de 1000 enfants. Le groupe FRPI du Colonel COBRA MATATA, a démobilisé plus de 60 miliciens qui ont déposé les armes dans le site des désarmements de Kpandroma. La CONADER a pu leur livrer le certificat de désarmement en attendant que le gouvernement de la RDC puisse ouvrir les sites de transit et centre d'orientation.

- ◆ ⁴source : un agent de la CONADER BUNIA)

La CONADER continue à enregistrer les ex-combattants à qui elle remet un certificat d'identification qui devra leur servir de carte d'identification auprès des autorités militaires, administratives et coutumières de la place. Néanmoins, un constat amer est fait au niveau de l'encadrement de ces ex-combattants, qui sont mal accueillis par les communautés de base. De leur côté Il partent déçus de constater qu'après avoir déposer les armes il ne reçoivent rien en retour immédiatement comme ce fut le cas de ceux que sont passés par le programme DRC.

Il serait mieux que le désarmement et la réinsertion soit cette fois mieux planifiée pour éviter de couper l'élan des personnes désireuses de se démobiliser.

▶ Les activités humanitaires

Les déplacés de la Collectivité Chefferie des Walendu Bindi continuent à bénéficier d'assistance humanitaire de la part des organisations basées à Bunia dont MEDAIR, COOPI, AAA, Solidarité, MSF,... mais on constate que les sites des déplacés de Komanda, Kotoni, Dele, Sona sont entrain de se vider

⁴ Ces propos ont été recueillis auprès d'un agent de la Conader, Bureau de Bunia

de plus en plus, s'étant rendus compte que l'aide ne leur parvenait plus, les déplacés ont préféré se rendre dans la Collectivité Chefferie des Walendu Bindi pour s'installer dans les sites de Kagaba, Gety, Aveba, Songolo et Bukiringi. Le principe des assistances humanitaires dit qu'on ne peut pas assister les personnes ayant déjà totalisé six mois dans le site, il faut plutôt leur distribuer des semences car ils sont supposés avoir maîtrisé la situation du milieu et peuvent déjà s'atteler à l'agriculture. Dans ces conditions seules sont assistées les personnes retournées dans leur village d'origine.

Par ailleurs, pendant la période des élections présidentielle et provinciales, certaines organisations basées à Beni ont facilité le transport aller et retour des déplacés des sites d'OICHA, ERINGETI, LUNA, OTOMABER, KOMANDA pour voter dans les centres de vote où ils se sont enrôlés tels qu'à Bunia, Kagaba, Gety et Aveba. Certaines personnes ont jugé bon de rester définitivement dans leur Collectivité, d'autres, par contre sont rentrées craignant encore la reprise des hostilités entre les FARDC et les miliciens de la FRPI.

Dans la plupart des sites ci-haut cités, on constate que les déplacés retournent en masse dans leur village d'origine et cela pour plusieurs raisons notamment :

- ◆ La rentrée scolaire qui a accéléré le retour des déplacés vers leur milieu d'origine car n'ayant pas voulu que leurs enfants puissent encore étudier dans les lieux de déplacement.
- ◆ Le déroulement des élections a été calme bien que la participation ait été faible par rapport au premier tour. On a cependant remarqué un intérêt manifeste de la population de se prononcer aux élections. Le taux bas de participation est à imputer aux tracasseries militaires des FARDC, à la distance séparant les électeurs des centres de vote, au manque des moyens financiers pour le transport.

Conclusion

En général, plusieurs facteurs tant internes qu'externes continuent à garantir la sécurité dans le District de l'Ituri notamment le rapprochement de la population civile aux autorités administratives, judiciaires, et militaires concrétisé par la dénonciation de divers cas des violations des droits de la population commis par les FARDC et la PNC, la répression par la justice des auteurs de ces violations, la sensibilisation des groupes armés pour les désarmements par la CONADER, les interventions humanitaires dans les différents sites des déplacés, le déploiement des éléments des FARDC dans les localités en insécurité, les patrouilles nocturnes et journalières par les FARDC, les contingents de la MONUC et le service de la PNC.

En plus, la proclamation du résultat de Candidat Président de la République de la 3^e République en RDC est attendue comme le premier pas au retour d'espoir pour le peuple congolais en général et le peuple de l'Ituri en particulier.

Le lancement de la troisième république permettra aussi au gouvernement de se lancer dans la reconstruction tout en travaillant pour apporter une solution définitive à la question des Milices et groupes armés.

Les Recommandations :

- ✓ La CONADER doit s'occuper et encadrer sans délai prolongé des ex-combattants détenant le certificat pour éviter leur retour dans la brousse ;
- ✓ Le Gouvernement de la RD-Congo devrait mettre en application et exécution les clauses des accords signés avec les groupes armés et les intégrer dans l'armée nationale après la proclamation du résultat du Président de la République ;
- ✓ Le Gouvernement de la RD-Congo, la MONUC et la population civile devraient travailler en collaboration pour éviter l'infiltration des forces étrangères à l'intérieur du pays et dénoncer les malfaiteurs ;
- ✓ Le déploiement rapide et immédiat des FARDC et Police d'intervention rapide dans les coins du village qui vivent encore dans l'insécurité ;
- ✓ Les autorités militaires devraient continuer à établir l'autorité de l'Etat et l'Etat de Droit dans les coins du pays pour éviter l'impunité.

LISTE DES ACRONYMES

FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FNI	Front des Nationalistes et Intégrationnistes
FRPI	Force de Résistance Patriotique en Ituri
MONUC	Mission des Nations unies au Congo
FLC	Front de Libération Congolaise
PUSIC	Parti pour l'Unité et la Sauvegarde de l'Intégrité du Congo
UPC/L	Union des Patriotes congolais/Thomas Lubanga